

Le pétrole chute, Ryad et Moscou semblent prêts à augmenter leur production



NYC/Cours de clôture: Les cours du pétrole ont lourdement chuté vendredi à New York et Londres alors que l'Arabie saoudite et son allié russe ont estimé "probable" un assouplissement des limitations de la production de brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a terminé à 76,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2,35 dollars par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) Le West Texas Intermediate (WTI), aussi appelé Texas Light Sweet, est une variation de pétrole brut faisant office de standard dans la fixation du cours du brut et comme matière première pour les contrats à terme du

pétrole auprès du Nymex (New York Mercantile Exchange), la bourse spécialisée dans l'énergie.) pour la même échéance a lâché 2,83 dollars à 67,88 dollars.

Face à la hausse marquée des prix ces derniers mois, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses partenaires pourraient assouplir leur accord de limitation de la production, ce qui a pesé sur les prix vendredi.

Cité par les agences russes lors d'un forum économique à Saint-Pétersbourg, le ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh a jugé que les pays producteurs auront "bientôt la possibilité de libérer l'offre".

"Comme nous l'avons toujours dit, le retour du pétrole sur le marché doit se faire progressivement. Nous ne le ferons pas rapidement. Cela interviendra probablement au second semestre de cette année", a-t-il ajouté.

"Si nous arrivons à l'idée commune qu'il est indispensable d'assouplir le niveau (de production, ndlr), cela doit se faire à partir du troisième trimestre", a estimé de son côté le ministre russe Alexandre Novak.

"La Russie est sans doute en faveur de l'assouplissement des règles depuis longtemps. Mais c'est la première fois que l'Arabie saoudite s'exprime aussi clairement sur une hausse de la production", a commenté James Williams de WTRG.

Ryad "veut un prix du baril proche de 70 dollars et ne veut pas qu'il monte à 90 dollars pour ne pas pénaliser les consommateurs", a ajouté M. Williams.

Puits de pétrole

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, est particulièrement observée par les marchés alors que l'offre mondiale est entravée par les baisses de production au Venezuela et pourrait l'être encore plus par les sanctions

américaines contre ce pays et contre l'Iran.

"Le déclin de la production de l'OPEP nous pousse à penser que les réserves mondiales vont baisser au deuxième et au troisième trimestre 2018", ont jugé les analystes de Société Générale, qui ont revu à la hausse leurs prévisions de prix pour le Brent, à 80 dollars au troisième trimestre.

L'avenir de l'accord de limitation de la production devrait être au cœur de la prochaine réunion de l'OPEP et de ses partenaires, fin juin à Vienne.

Le ministre saoudien a affirmé qu'il rencontrerait ses homologues de l'OPEP, et qu'il aurait l'occasion de se réunir avec M. Novak une ou deux fois avant la réunion de Vienne.

L'Arabie saoudite et la Russie sont deux des trois plus grands producteurs de pétrole au monde, avec les États-Unis.

La chute des prix a par ailleurs été accélérée par la publication vendredi d'un indicateur avancé de la production américaine, à savoir le nombre hebdomadaire de puits de pétrole actifs aux États-Unis.

Celui-ci a augmenté de 15 unités à 859 puits, suggérant une poursuite de la hausse de la production américaine, qui enchaîne actuellement les records d'après les rapports hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Le pétrole baisse, Russie et

Arabie saoudite discutent d'une hausse de la production



Londres (awp/afp) – Les prix du pétrole reculaient nettement vendredi en cours d'échanges européens alors que la Russie et l'Arabie saoudite envisagent désormais d'augmenter les seuils de production de l'accord qui les engage, selon des déclarations des ministres de l'Energie des deux pays.

Vers 10H00 GMT (12H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 77,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,60 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 1,35 dollar à 69,36 dollars.

Face à la hausse marquée des prix ces derniers mois, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires pourraient assouplir leur accord de limitation de la production, ce qui pèse sur les prix vendredi.

Les deux meneurs de cet accord, le ministre russe de l'Energie

Alexandre Novak et son homologue saoudien Khaled al-Faleh se sont rencontrés jeudi soir à Saint-Petersbourg et ils envisagent désormais d'augmenter les seuils de production.

"Il est probable qu'il y ait une remontée progressive de la production au deuxième semestre", a affirmé vendredi le ministre saoudien, selon des propos rapportés par l'agence Bloomberg.

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, est particulièrement observée par les marchés alors que l'offre mondiale est entravée par les baisses de production au Venezuela et pourrait l'être encore plus par les sanctions américaines contre ce pays et contre l'Iran.

"Le déclin de la production de l'Opep nous pousse à penser que les réserves mondiales vont décliner au deuxième et au troisième trimestre 2018", ont jugé les analystes de Société Générale, qui ont revu à la hausse leurs prévisions de prix pour le Brent, à 80 dollars au troisième trimestre.

L'avenir de l'accord de limitation de la production devrait être au cœur de la prochaine réunion de l'Opep et de ses partenaires, fin juin à Vienne.

Le ministre saoudien a affirmé qu'il rencontrerait ses homologues de l'Opep, et qu'il aurait l'occasion de se réunir avec M. Novak une ou deux fois avant la réunion de Vienne.

L'Arabie saoudite et la Russie sont deux des trois plus grands producteurs de pétrole au monde, avec les Etats-Unis.

"L'Arabie saoudite veut garder les prix sous contrôle mais éviter qu'ils plongent complètement", a résumé Oliver Jakob, analyste chez Petromatrix, qui estime que l'Opep pourrait augmenter sa production de 500.000 barils par jour (alors que l'accord prévoit une baisse de 1,8 million de barils par jour).

The Europeans: Gas War is Behind Washington Quitting the Iranian Nuclear Deal



"It is clear that the upcoming investments will not happen, I do not know which of the major international companies will risk it," he predicted in an interview with Agence France-Presse.

Washington, ignoring the Europeans' warnings that it would reimpose the sanctions imposed under the multilateral agreement in 2015, has been back on Iran in return for a pledge to freeze its nuclear program.

US Secretary of State Mike Pompeo warned that European companies, which would continue to deal with Iran in sectors banned under US sanctions, would "be held responsible."

The United States launched a strategy to search for markets to sell its natural gas and exported 17.2 billion cubic meters in 2017 to EU ports.

According to EHSMarket, the total capacity to import natural gas in Europe will increase by 20% by 2020.

Lower gas on horizon as Gazprom agrees to market approach



الراجحي
Saudi Aramco



Millions of consumers and industries could stand to win after the world's biggest natural gas exporter agreed to match prices in central and eastern Europe with markets in the west. As part of an accord to settle a seven-year-old antitrust case with European regulators, Gazprom agreed to remove restrictions on pipeline flows, and give customers the right to resell, swap and check their rates against markets in the Netherlands and Germany.

The agreement brings customers in the east more in line with the conditions western utilities from RWE to Eni have sought from Gazprom through negotiations or via the courts.

"I expect to see lower gas prices in southeast Europe as Gazprom brings them closer to those paid by the buyers in western Europe," said Elchin Mammadov, a utilities analyst at Bloomberg Intelligence in London.

The settlement will speed up the transformation of how Gazprom runs its business in Europe, said Simone Tagliapietra, analyst at the Bruegel think-tank in Brussels. "Gazprom is aware that the European gas market is changing," she said. "They are simply adapting to the new market conditions."

The agreement is more effective than immediately slapping Russia's state-run export monopoly with a fine because it includes binding pledges to enable the free flow of gas at competitive prices in Central and Eastern Europe, the European Commission said on Thursday.

"These obligations will significantly change the way Gazprom operates in central and eastern Europe to the benefit of millions of European consumers when they heat their houses, when they cook their food and to the benefit of European businesses who rely on gas for their production," EU Competition Commissioner Margrethe Vestager told reporters in Brussels on Thursday.

Because of Gazprom's "monopolistic" position in eastern Europe, it's those nations that will benefit the most from the agreement and help cut prices, said Geoffroy Hureau, the secretary-general of Cedigaz, a Paris-based industry research group. Meanwhile, the company's biggest client in Europe is just happy that the case is coming to an end.

"These things dragged on for too long – they are a burden to discussions on other topics," Uniper's chief executive officer Klaus Schaefer said in an interview in St Petersburg.

"Therefore to get clarity on this in due course is important." Uniper was spun off from EON SE two years ago. EON was among the first utilities to seek more flexible terms from Gazprom back in 2009. The financial crisis had damped demand for the fuel and made market rates, which utilities use to sell the fuel to their own clients, cheaper than fuel from Gazprom.

The settlement comes as Russia faces UK accusations it poisoned a double agent that sparked the largest collective expulsion of Russian intelligence officers. Still, a thaw in relations with Europe – an opportunity for rapprochement – came this month when the US pulled out of the Iran nuclear

deal, angering other world powers. The EU's antitrust case has been a thorn in Gazprom's side since regulators conducted raids in 2011. But geopolitics crept into the antitrust case from the start after Russian President Vladimir Putin signed a decree in 2012 that gave the government the right to protect Gazprom from EU inquiries, but the commission stuck with its case.

Customers that bought gas originally for delivery to Hungary, Poland or Slovakia, can choose to have Gazprom deliver all or part of it to Bulgaria or the Baltic States instead and vice versa against a fee, the EU said.

But despite the outlook for better deals in the region, Poland's Deputy Foreign Minister Konrad Szymanski told state newswire PAP he was disappointed that there were no penalties or compensation for years of higher prices than their western competitors. Lithuania doesn't rule out appealing the decision of the European Commission not to fine Gazprom, Interfax reported, citing Prime Minister Saulius Skvernelis. "I know that some would have liked to see us fine Gazprom instead, no matter the solution on the table," Vestager told reporters. "But a fine would not have achieved all of our competition objectives." The Commissioner also underlined that if Gazprom breaks any of these obligations, it can impose a fine of as much as 10% of the company's worldwide sales, without having to prove an infringement of EU antitrust rules. The EU obligations will be in place for eight years. "It is the enforcement of the Gazprom obligations that begins today," Vestager said.

Deputy chief executive officer Alexander Medvedev said that Gazprom is "satisfied" with the settlement.

"We were always committed to cooperate in good faith in order to find a constructive, mutually acceptable solution in accordance with the established procedure," he said in a statement.

"We believe that today's decision is the most reasonable outcome for the well-functioning of the entire European gas market."

Oil Drop Below \$80 Vindicates Cautious Investors Trimming Bets



الإمداد والسلع
Saudi Aramco



- Hedge funds cut Brent wagers by most since June 2017
- Saudi Arabia signals OPEC and allies may boost production

Money managers' reluctance to get behind the oil rally is finally paying off.

Hedge funds trimmed their net-long position – the difference between bets on a price increase and wagers on a drop – in Brent crude by the most in almost a year. The cuts came as the global benchmark capped its first weekly drop since early April, sliding below \$80 a barrel after Saudi Arabia and Russia said OPEC and its allies may boost oil output in the second half of the year.

“Traders thought that the market was in the process of topping out,” John Kilduff, a partner at Again Capital LLC, a New York-based hedge fund, said by telephone Friday. Oil prices had a “swift reaction today to the musings by OPEC to potentially add more supply to the market. We will be very headline-driven over the next few weeks.”



Oil retreated from the highest prices in almost four years as Russian and Saudi energy ministers signaled that the coalition led by the Organization of Petroleum Exporting Countries may gradually raise oil production to assuage consumer anxiety about higher prices. Their comments mark a major shift in strategy for the historic alliance forged in 2016 to erase a global crude glut.

“I think in the near future there will be time to release

supply" smoothly to avoid shocking the market, Saudi Energy Minister Khalid Al-Falih said at the St. Petersburg International Economic Forum in Russia. When OPEC, Russia and other major producers meet in June "we will do what is necessary" to reassure buyers, the minister said.

He spoke after talks with his Russian counterpart Alexander Novak, who said the output boost would start in the third quarter, if it's approved by other members of the group. Both men said the size of the increase was still subject to negotiation.

Hedge funds lowered their Brent net-long position by 8.6 percent in the week ended May 22 to 501,634 contracts, according to ICE Futures Europe data on futures and options released Friday. That was the biggest decline since June 2017.

Money managers' net-long position in West Texas Intermediate crude fell by 2 percent to 377,520 futures and options, the lowest since November, according to U.S. Commodity Futures Trading Commission released Friday. Longs slipped less than 0.1 percent, while shorts climbed 23 percent, the biggest jump since April.

"You want to get out of the long positions if you are expecting that OPEC is going to increase production," James Williams, president of London, Arkansas-based energy researcher WTRG Economics, said by phone. "It makes perfect sense for the folks that are long to say, 'How much longer can this thing continue to grow?'"

Disruption Threat

Crude had rallied earlier this month on the dual threat of supply disruptions from Iran and Venezuela, which together account for about 14 percent of OPEC's production. Still, the coalition is weighing the possibility of easing output limits at a time when drillers are pumping record amounts of crude

from American shale basins.

"The market kind of overextended itself," Gene McGillian, manager of market research for Tradition Energy in Stamford, Connecticut, said by phone. "With the Saudis now saying they're limiting their production cuts and geopolitical risk already priced in, there is going to be some uncertainty."

A dearth of pipelines in West Texas' Permian Basin, the most prolific U.S. oil play, is leaving supplies trapped in the region. That's expanding the nation's surplus of the fuel as American production tops 10 million barrels a day.

U.S. inventories climbed by 5.78 million barrels to about 438 million barrels in the week ended May 18, data from the Energy Information Administration showed. That was a surprise increase compared with the 2 million-barrel decline predicted in a Bloomberg survey.

But analysts and traders predict that stockpiles may decline in the coming weeks, bolstering prices. Data provider Genscape Inc. was said to report that inventories fell by about 475,000 barrels between May 18 and May 22 at the key pipeline hub in Cushing, Oklahoma.

Oil prices have "been extremely extended for a long period of time," Kyle Cooper, a consultant at brokerage Ion Energy Group LLC, said by phone Friday. The "EIA report was bearish with a nearly 6 million-barrel build in total petroleum. The more important thing is how that was followed up today with OPEC and Russia regarding the possibility of removing some of those supply constraints."

Saudi Arabia and Russia Discuss Scaling Back Global Oil Cuts



- Easing output curbs “on the table”; no decision yet: Al-Falih
- OPEC, allies to discuss loosening supply caps in June: Novak

Saudi Arabia and Russia, the oil producers who led the effort to shrink a global glut, said they are discussing easing output curbs for the first time.³⁰

While scaling back the supply caps is “on the table,” no decision has been made, Saudi Arabian Energy Minister Khalid Al-Falih said in an interview early Friday morning in St. Petersburg. The Organization of Petroleum Exporting Countries and its partners will in June discuss loosening the curbs that began in 2017, Russian counterpart Alexander Novak said at the same interview after a meeting between the two officials.

Speculation is swirling over when and by how much the producers will scale back cuts after they eliminated an inventory surplus that had sparked a price crash about four years ago. Market uncertainty has risen following renewed U.S. sanctions on Iran that may curb the Islamic Republic’s exports, and as economic turmoil in Venezuela drives a collapse of the OPEC member’s oil industry. Crude’s rebound is also spurring concern that demand may falter.

Russia and Saudi Arabia share a common view on “consuming countries’ anxiety and concerns over potential supply shortages,” Al-Falih said. “We will ensure that the market remains in its trajectory towards rebalancing, but at the same time we will not overcorrect.” The two nations will meet at least two more times before OPEC and its partners gather in Vienna next month, he said.

While Saudi Arabia has shown a desire for higher prices to bankroll domestic economic reforms and underpin the valuation of its state oil company in a planned initial public offering, the top OPEC member and its allies are facing pressure from consuming nations as well as crude producing companies.

OPEC Impact

The group's output cuts have helped drive oil prices higher



High Enough

Indian Petroleum Minister Dharmendra Pradhan said earlier this month that he expressed concern about rising crude and its impact on consumers to Al-Falih. He added that the Saudi energy minister had assured him that the Middle East nation and other producers would ensure that adequate supplies are available and that prices remain reasonable. In developing countries from Brazil to the Philippines, drivers are complaining about high fuel costs.

In Russia, some of the largest oil producers called for more flexibility after almost 17 months of output curbs. The cuts have achieved their goal and crude prices near \$80 a barrel are high enough, according to the bosses of Lukoil PJSC and Gazprom Neft PJSC. Novak said that he will hold talks with the nation's crude producers next week or the week after to discuss the deal with OPEC.

"Earlier we said that we will monitor the market situation, now we can say that we are looking into the issue" of a smooth recovery in output to meet growing demand, Novak said in the interview on Friday. He added that he and Al-Falih discussed prices and the market situation, including Venezuelan

production and risks related to Iran.

The Saudi minister said he'll meet Novak again in Moscow on June 14, adding that another meeting between the two is possible before that.

U.S. Supply

In Washington, Democrats are using high gasoline prices, approaching \$3 a gallon for the first time since 2014, as a political tool, accusing the White House of not doing enough to shield consumers.

Recent price gains have been driven by American actions such as President Donald Trump's withdrawal from a 2015 deal between Iran and world powers that had eased sanctions on the Persian Gulf state in exchange for curbs on its nuclear program. Earlier this month, Al-Falih and United Arab Emirates Energy Minister Suhail Al Mazrouei said recent moves in oil prices have been driven by geopolitics and that global supply remains ample.

Additionally, record production in the U.S., which is not part of the deal among global producers to cut output, is a key issue that's complicating strategy for OPEC and its allies.

Brent crude, the benchmark for more than half the world's oil, was down 0.4 percent at \$78.49 a barrel at 7:31 a.m. in London. Earlier this month, prices had traded above \$80 a barrel for the first time since November 2014. U.S. West Texas Intermediate futures were at \$70.49 a barrel in New York.

"We will be coordinating closely, monitoring the market almost on a daily basis," Al-Falih said on Friday. "We'll consult with other countries. Each of them has a voice and their voices matter to us."

Under Pressure From Trump, Saudis Put Brakes on Oil's Rally



الإمداد والسلع
Saudi Aramco



- Riyadh supports a gradual increase in oil output over summer
- Middle East oil producers worried about U.S. anti-trust laws

The world's largest oil exporter just made quite a policy

swerve. Within six weeks, Saudi Arabia has gone from advocating higher prices to trying to stop the rally at \$80 a barrel.

The U-turn scrambled the outlook for oil markets, hit the share prices of oil majors and shale producers and set up a diplomatic wrangle with other members of the Organization of Petroleum Exporting Countries.

What changed? The supply threats posed by the re-imposition of U.S. sanctions on Iran oil exports earlier this month and the quickening collapse of Venezuela's energy industry are both part of the answer, but they're secondary to Donald Trump. On April 20, the president took to Twitter to lambaste the cartel's push for higher prices. "Looks like OPEC is at it again," he tweeted. "Oil prices are artificially Very High!"



Donald J. Trump

@realDonaldTrump

Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!

11:57 AM - 20 Apr 2018

Trump's intervention gave typically strident voice to a concern held more widely in the U.S. and other consuming countries: oil's rally from less than \$30 in early 2016 to more than \$80 this month risked becoming a threat to global economic growth.

On Friday, Saudi Oil Minister Khalid Al-Falih responded, saying his country shared the "anxiety" of his customers. He then announced a shift in policy that all but gave a green

light for a market sell-off, saying OPEC and its allies were “likely” to boost output in the second half of the year.

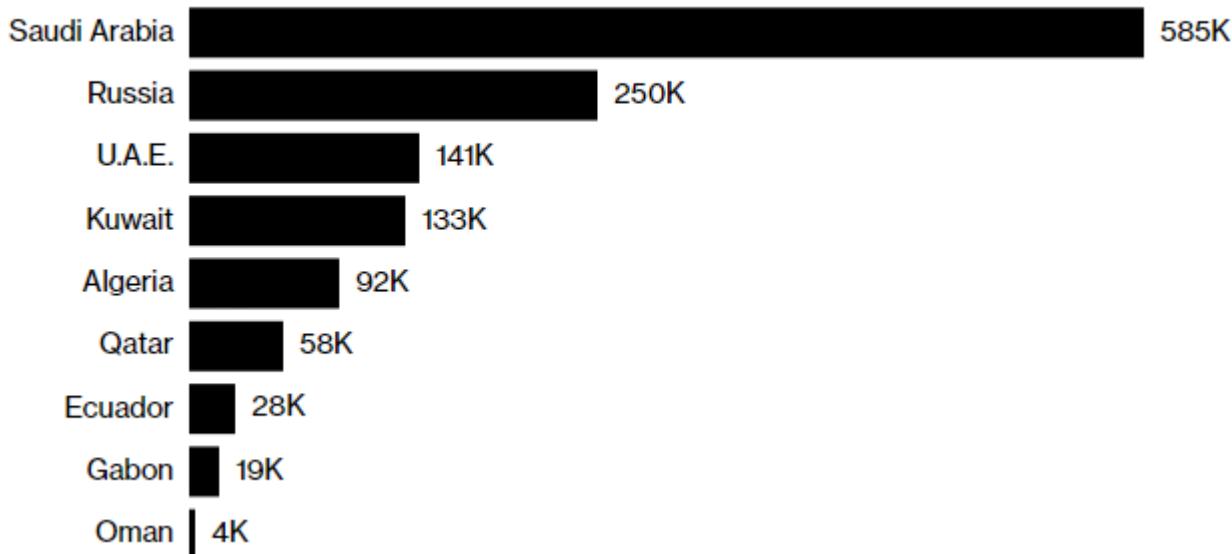
“The tweet moved the Saudis,” said Bob McNally, founder of consultant Rapidan Energy Group LLC in Washington and a former White House oil official. “The message was delivered loud and clear to Saudi Arabia.”

After Al-Falih’s comments, made following a meeting with his Russian counterpart in St. Petersburg, saw crude drop more than \$3 to below \$67 a barrel in New York on Friday. The bullish tone of recent market chatter, increasingly punctuated with talk about oil prices climbing past \$100, \$150 and even \$300, suddenly looks overdone.

Who's Got the Juice?

Saudi Arabia and Russia could potentially return the most oil to the market.

■ Size of output cut since 2016 in barrels a day



It wasn't just the U.S. Other major buyers of Saudi crude also put pressure on Riyadh to change course, albeit a little more diplomatically than Trump. Dharmendra Pradhan, the Indian petroleum minister, said he rang Al-Falih and “expressed my

concern about rising prices of crude oil."

OPEC officials were in a meeting at the opulent Ritz-Carlton hotel in Jeddah on Saudi Arabia's Red Sea coast when Trump tweeted his views and they immediately saw it as a significant intervention.

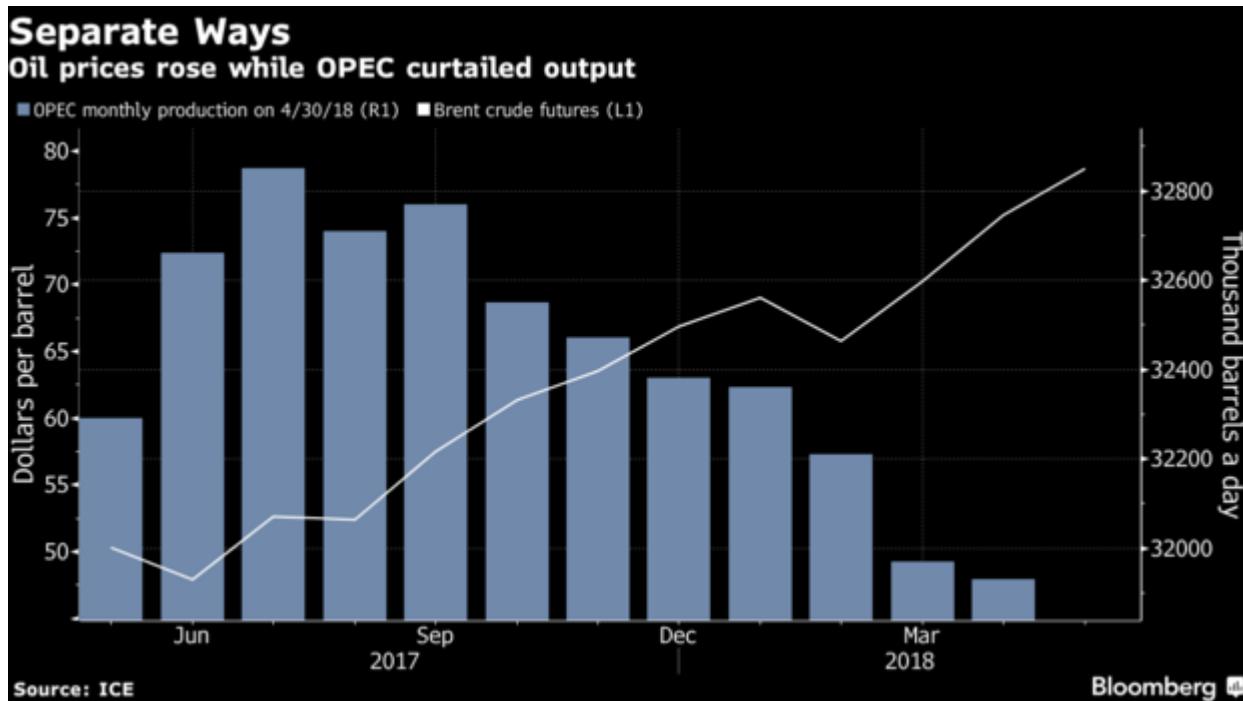
"We were in the meeting in Jeddah, when we read the tweet," OPEC Secretary General Mohammad Barkindo said on Friday. "I think I was prodded by his excellency Khalid Al-Falih that probably there was a need for us to respond," he said. "We in OPEC always pride ourselves as friends of the United States."

To read a story on how consumers are responding higher prices, click [here](#).

Diplomats and oil officials in OPEC countries were also worried about the potential revival in Washington of the so-called "No Oil Producing and Exporting Cartels Act," which proposes making OPEC subject to the Sherman antitrust law, used more than a century ago to break up the oil empire of John Rockefeller.

The bill first gained prominence in 2007 when George W. Bush was president and oil prices were flirting with \$100 a barrel and made a comeback several years later under Barack Obama. While it was opposed by those presidents, the risk for OPEC was that Trump "could break with his predecessors and support its passage," said McNally.

In a sign that oil prices were climbing Washington's agenda as gasoline prices approached the \$3 a gallon mark, last week a sub-committee in the U.S. House of Representatives held a rare hearing on the NOPEC act.



There are also indications that Russia, whose decision to participate in OPEC's cuts helped turnaround the oil market, has decided the rally has run far enough.

"We're not interested in an endless rise in the price of energy and oil," Putin told reporters in St. Petersburg on Friday. "I would say we're perfectly happy with \$60 a barrel. Whatever is above that can lead to certain problems for consumers, which also isn't good for producers."

OPEC and its allies will gather in Vienna for a policy meeting on June 22 to hammer out a deal. While Al-Falih and Russia's Novak have indicated that output will most likely increase, the details – how many barrels from which countries – are still a question mark.

"In an environment of low inventories and rising geopolitical outages, raising some supply is prudent," said Amrita Sen, oil analyst at Energy Aspects Ltd.

Oil producers are debating an increase ranging from 300,000 barrels a day at the low end, backed by Gulf producers including Saudi Arabia, and a larger increase of about 800,000 barrels a day favored by Russia, a person familiar with matter said on Friday.

"It's too early now to talk about some specific figure, we need to calculate it thoroughly," Novak said.

Even though Al-Falih's comments brought about an immediate price reaction, there are still reasons for people to be bullish as traders await the impact of U.S. sanctions against Iran and wider political tensions in the Middle East.

And with global oil demand growing strongly, hedge funds will shift their focus on diminishing global spare capacity as OPEC returns barrels to the market. The U.S. government estimates the cushion at just 1.34 million barrels a day next year, below the 1.4 million reached in 2008 when oil prices surged to nearly \$150 a barrel.

In a letter to investors earlier this month, Pierre Andurand, the bullish oil hedge fund manager, warned that if Saudi Arabia needs to "offset production declines from Iran and Venezuela" global spare capacity would decline to perilous levels.

"Oil prices could potentially surge to record high levels to force demand destruction very quickly," he wrote.

Looks like OPEC is at it again.



Donald J. Trump

@realDonaldTrump

Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!

11:57 AM - 20 Apr 2018



السعودية ودول مجلس
Saudi Aramco



Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!



Donald J. Trump

@realDonaldTrump

Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!

11:57 AM - 20 Apr 2018

UN ENVOYÉ très spécial

UN ENVOYÉ très spécial

Dans la poudrière du Golfe où la guerre couve entre le Qatar et l'Arabie saoudite, Emmanuel Macron s'est trouvé un guide atypique : un diplomate arabophone, pieux et royaliste. SOPHIE DES DÉSERTS a rencontré cet oiseau rare, dont les confidences éclairent quarante ans de relations très particulières.

ILLUSTRATION LAURÉNE IPSUM



SABLES MOUVANTS Mohammed Ben Salman, prince héritier d'Arabie saoudite, et Tamim Al-Thani, émir du Qatar, deux jeunes souverains dont le conflit menace la stabilité du Golfe. En arrière-plan, le regard de Bertrand Besancenot, conseiller diplomatique du gouvernement français.

C'est une curiosité, presque une antiquité en Macronie. Il vient de l'ancien monde, ambassadeur à cravate soyeuse et chevalière, pieux catholique, de droite, engagé pour François Fillon durant la campagne présidentielle. Son patronyme, le même que le facteur gauchiste du NPA, a toujours fait sourire au Quai d'Orsay. Besancenot, Bertrand de son prénom, n'a rien d'un révolutionnaire ; tout juste s'il ne souhaite pas le retour de la monarchie. Le genre de spécimen dont, a priori, ne raffole pas Jupiter.

Le diplomate se prépare ainsi à une fin de carrière paisible, au bout d'un couloir poussiéreux du ministère des affaires étrangères. Adieu les postes exaltants au Qatar et en

Arabie saoudite où il est resté plus de neuf ans, du jamais vu dans les annales. Il fait un peu gris en France, mais un matin d'août 2017, le téléphone sonne. L'Élysée demande à le voir. À peine élu, Emmanuel Macron a tenté de nouer des liens avec les dirigeants du Golfe qui s'affrontent dans une crise sans précédent. Mohammed Ben Salman, dit « MBS », le nouvel homme fort du royaume saoudien, a 32 ans ; l'émir du Qatar, Tamim Al-Thani, 37. Quelques affinités, au moins générationnelles, pouvaient naître... Le président les a appelés, ainsi que leurs voisins. Mais au Moyen-Orient, tout se tisse lentement. « *Time consuming, sans résultat* », a déploré Macron devant ses équipes. Il veut au plus vite un envoyé spécial dans la poudrière, quelqu'un susceptible d'éteindre le feu entre l'Arabie saoudite et le Qatar, deux partenaires stratégiques pour la France, grands acheteurs de matériel militaire. On lui souffle qu'il n'y en a qu'un pour cette mission délicate, un diplomate arabophone intimement lié à la famille royale qatarie et tout aussi connecté au cœur du pouvoir saoudien. Il connaît mieux que personne l'histoire et la psyché de ces riches bédouins wahhabites, ce qui les unit, les divise, ce qu'ils pensent secrètement de la France et de ses dirigeants. Besancenot, voilà l'homme qu'il lui faut. « Macron a été droit au but, confie le diplomate. Il avait lu mes notes sur la situation dans le Golfe, la nouvelle donne en Arabie saoudite depuis l'arrivée au pouvoir du roi Salman et de son fils MBS, leur volonté d'isoler le Qatar. C'est un homme politique intelligent, pragmatique, soucieux d'aller vite. » En un quart d'heure, la décision était prise, Besancenot, nommé conseiller diplomatique du gouvernement. Il serait le guide du président dans les sables mouvants du Golfe.

Ne négliger aucun levier, jamais. « La diplomatie Whatsapp fonctionne aussi », observe-t-il, l'œil joueur pointé sur la coupole dorée des Invalides, comme pour faire oublier la modestie de son petit bureau du Quai d'Orsay. Complet gris clair, poignets tenus par des boutons de manchette, Bertrand

Besancenot saisit son téléphone et déroule les derniers messages de MBS, le trentenaire enfiévré qui secoue la péninsule arabique. Il l'a connu à 20 ans, beau garçon, courtois, dans l'ombre de son père, Salman, alors gouverneur de Riyad. Une fois intronisé en 2015, à l'âge de 79 ans, le souverain a propulsé son fils ministre de la défense, chef de la maison royale et, enfin, prince héritier. « MBS a toujours été le préféré du roi, souligne Besancenot. Le moins américainisé de ses nombreux enfants, celui qui n'a pas fait d'études aux États-Unis, mais une licence de droit à la King Saud University. » Personne n'avait prédit une telle ascension. MBS est en phase avec la jeunesse d'un pays où deux tiers de la population a moins de 30 ans ; il a compris la soif de changements, devenue impérieuse après la chute des cours du brut. Les déficits se creusent, l'oisiveté subventionnée n'est plus tenable. L'héritier s'est imposé d'une main de fer, réformant à tout-va, l'économie (son plan « Vision 2030 » prévoit des privatisations, des projets futuristes sur la Mer rouge...), le sort des femmes (qui ont désormais le droit de conduire et d'aller au cinéma), sans oublier d'éliminer ses opposants, au prix d'une vague d'arrestations sans précédent, dite « anticorruption », jusque dans sa famille. Même démonstration de force à l'égard des voisins : l'Iran chiite, l'ennemi suprême, menace pour son hégémonie régionale, le Yémen où il poursuit une guerre sanglante et, plus récemment, le Qatar.

Le petit-cousin, jadis docile, s'est pris pour un grand avec sa diplomatie agressive, portée par sa chaîne Al-Jazeera et son soutien aux Frères musulmans, honnis de l'Arabie saoudite. MBS veut le mettre à terre. Le sage prince est devenu guerrier. Besancenot suit de près sa métamorphose. Il a gardé le fil, échange avec lui des textos, dont il ne dévoile que des bribes, à condition de les tenir secrètes. Le devoir de réserve l'oblige. MBS écrit sans manière, direct, cash. Il ne tolère aucune leçon, d'autant qu'il peut compter sur son nouvel ami, Donald Trump, et sur ses voisins, les Émirats

arabes unis, le sultanat d'Oman et le Koweït, alignés sur ses positions au sein du conseil de coopération du Golfe (CCG). « La voie est étroite, concède Bertrand Besancenot. Mais il faut répéter *ad nauseam* que la prolongation de la crise est délétère pour tous, que le monde des affaires déteste plus que tout l'incertitude. »

Pour l'instant, MBS continue sa politique de pression sur Doha, qu'il accuse de tous les maux, et d'abord de soutenir des organisations terroristes, comme Daech. La guerre de l'information s'embrase dans chaque camp, à coups de « *fake news* », d'e-mails piratés. Le blocus terrestre, maritime, aérien imposé au Qatar par le CCG est maintenu. L'émirat enrage, l'inflation grimpe, des produits manquent, des vaches ont même été importées d'Australie pour éviter une pénurie de lait. Le Qatar cherche de nouveaux appuis en Turquie, en Iran, renforçant encore les foudres de MBS. Besancenot a plaidé pour que Macron le rencontre, en novembre 2017, au retour de l'inauguration du Louvre d'Abou Dhabi. Il fallait au plus vite faire connaissance, engager le dialogue et négocier la libération du premier ministre libanais, Saad Hariri, alors détenu à Riyad. Le président français a effectué un arrêt dans la capitale saoudienne, court mais prometteur. De son côté, le diplomate a entamé une discrète tournée dans le Golfe. « Je leur ai dit à tous : "Faites attention, cette crise profite surtout à l'Iran, avec un risque d'emballement généralisé." »



MISSI DOMINICI Bertrand Besancenot à Riyad, lors de la signature en 2008 d'un accord entre Veolia et la compagnie saoudienne de distribution d'eau.

« Je visite la suite, il y avait des fleurs de lys peintes dans la cuvette des toilettes. Un Qatari murmure fièrement : "On nous a dit que votre président descendait de Louis XV !" »
BERTRAND BESANCENOT (CONSEILLER DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT)

Ventes d'armes et chasses aux faucons

Baptême du feu : Doha, 1978, parce que le nom lui plaisait bien. « Je l'avais entendu à la radio dans une réclame pour la Middle East Airlines, se souvient Besancenot. Doha, c'était doux, exotique. » Il a senti un parfum d'orient, celui de son enfance libanaise dans les années 1960. Le père dirigeait une compagnie d'assurances à Beyrouth. La belle vie, l'école jésuite avec Hervé, son frère jumeau, une bonne adorable qui leur apprit l'arabe et les délices du Chouf ; inoubliables balades dans les montagnes à dos d'âne et ces après-midi de plage où des diplomates en lin devisaient, whisky en main,

jusqu'au coucher du soleil. « C'est cette image qui m'a donné envie d'être ambassadeur, songe Besancenot. Si j'avais su... » Il n'a pas pris la voie royale, viré de Sciences Po Paris, comme son jumeau, en raison de leurs chemises à fleurs de lys et de leurs dissertations royalistes, baroques au lendemain de mai 1968. Les deux frères, diplômés de droit, étudièrent aux Langues 0', avant de décrocher le concours du Quai d'Orsay.

À 26 ans, Bertrand atterrit au Qatar, ce confetti d'État récemment libéré du joug anglais. Le voici numéro deux d'une minuscule ambassade. Doha est alors un village de pêcheurs, un seul hôtel, un vieux souk, pas de boutiques de luxe, quelques bateaux tanguent dans la baie où Ieoh Ming Pei, le célèbre architecte, érigera plus tard un somptueux musée d'art islamique. L'émirat somnole encore. Aux commandes, « un notaire de province », le cheikh Khalifa Al-Thani, père de l'ancien émir, Hamad, et grand-père de l'actuel, Tamim. Dans le Golfe, à Riyad notamment, les Al-Thani sont considérés comme des nouveaux riches. Ils ont beau descendre des mêmes tribus bédouines, on les méprise un peu. Le cheikh Khalifa, soucieux de se détacher des Britanniques, se rapproche de la France. Les premiers accords militaires datent de cette époque, les ventes d'armes décollent. Bertrand Besancenot fait la connaissance de Hamad Al-Thani, alors jeune ministre de la défense. Il fréquente les pontes de Lagardère et Dassault qui, plus tard, tenteront de l'embaucher. Initiation aux négociations stratégiques qui demandent tant de politesses, de chasses aux faucons, de pourparlers sans fin, l'apprentissage d'une part essentielle du métier dans la région. En 1980, Besancenot prépare la visite de Valéry Giscard d'Estaing à Doha. « L'émir avait fait refaire pour l'occasion le palais des hôtes de façon grandiose, se souvient-il. On m'a introduit dans la suite présidentielle, la salle de bains en marbre. Il y avait des fleurs de lys azur peintes dans la cuvette des toilettes. » Un Qatari murmure fièrement : « On nous a dit que votre président descendait de Louis XV ! » Giscard salue Besancenot, ébahi de le retrouver alors qu'il jure l'avoir

quitté quelques heures plus tôt à Bahreïn... Il s'agissait de son jumeau, Hervé, attaché d'ambassade dans le sultanat voisin. Les inséparables se suivront toute leur carrière, ravis de perpétuer la longue tradition des frères du Quai d'Orsay. Pas à pas, Bertrand Besancenot apprend les us et coutumes des Qatars, les chausse-trappes qu'il faut éviter. Un jour, le cheikh Khalifa le convie sur son trône, entouré de gardes à longs sabres, d'eunuques à plumes, d'oiseaux majestueux. « Vous m'avez rendu service, choisissez ce que vous voulez », dit-il en ordonnant qu'on ouvre sa caverne étincelante de bijoux, de bibelots, de dorures. Le jeune diplomate murmure qu'il ne peut rien accepter. « Mais vous êtes un orientaliste, insiste le souverain. Vous savez que, chez nous, on ne refuse pas un cadeau. Allez prenez ce qu'il y a de plus petit ! » Va pour une montre Omega, seul présent de valeur accepté à ce jour, note Besancenot.

Les Qatars expérimentent déjà la diplomatie du carnet de chèques, offrant à tout-va des valises de cravates, de montres, et même du cash. « Avec tous ces cadeaux, on va être noyé sous les visites de parlementaires », s'inquiète-t-on alors à l'ambassade. Le jeune attaché, lui, observe la moisson des affidés. Il garde ses distances, tout en tissant ses réseaux au bras de son épouse, Maud, une infirmière fine et énergique, fille d'un sénateur gaulliste. Chez les Besancenot, la diplomatie se vit en couple. Ils baptisent leur premier enfant Marie-Doha, joli souvenir du Qatar, avant de s'envoler vers d'autres postes : New York, Bruxelles, puis Genève, à la conférence du désarmement de l'ONU.



DE MÈRE EN FILS La cheikha Moza, récemment reçue à l'Élysée par Brigitte Macron. Son fils, l'émir du Qatar Tamim Al-Thani (page de droite), a eu droit aux honneurs d'Emmanuel Macron.

« Vous êtes un orientaliste. Vous savez que, chez nous, on ne refuse pas un cadeau. Allez, prenez ce qu'il y a de plus petit ! »

KHALIFA AL-THANI À BERTRAND BESANCENOT

« Sept couches de tapis rouge »

Retour dans l'émirat en avril 1998, au poste d'ambassadeur cette fois. Besancenot est reçu à l'Élysée avant son départ. « J'ai un certain nombre de choses à vous dire, s'avance Jacques Chirac. Nous avons le quasi-monopole sur les armes et de gros intérêts à développer dans le secteur gazier. Mais le Qatar est fâché. » La brouille remonte au changement de pouvoir : en 1995, Hamad Al-Thani a profité d'un séjour de son père en Suisse pour le destituer. Il le jugeait frileux, rétrograde, inapte à faire rayonner le Qatar. Il lui en voulait aussi d'avoir toujours préféré son frère, un play-boy, habitué du bar du Fouquet's, et d'avoir voulu empêcher son mariage avec Moza, cette splendeur, fille d'un opposant. Le vieil émir a tenté de récupérer son trône. Une nuit de février 1996, soutenu par les Saoudiens, il a rassemblé une petite armée au cœur de Doha. Hamad Al-Thani a alors appelé l'ambassadeur de France ; il cherchait de l'aide. Mais personne n'a bougé tandis que les Anglais, eux, dépêchaient discrètement des agents secrets autour du palais et que les Américains mobilisaient leurs troupes. L'émir ne l'a jamais pardonné aux Français. « Chirac m'a dit : "Faites ce qu'il faut, se souvient Bertrand Besancenot. Déroulez sept couches de tapis rouge si ça leur fait plaisir." Ce petit pays a besoin de beaucoup de considération et d'affection. »

Doha a bien changé, les chantiers pullulent, les immeubles poussent comme des champignons. L'ambassadeur porte ses lettres de créances à Hamad Al-Thani, qui lui parle de la coupe du monde de football et prévient : «La relation franco-qatarie a été détruite par votre prédécesseur.» Peu à peu, les liens se réchauffent. Besancenot découvre « un intellectuel drôle, iconoclaste, ayant horreur du conformisme des dirigeants du Golfe ». Le nouvel émir entend révolutionner son pays. Il s'endette pour exploiter, avec l'aide de Total, l'immense champ gazier partagé avec l'Iran, North Field. Il

déploie la chaîne Al-Jazeera pour « donner la parole à la rue arabe », prône un « wahhabisme éclairé », à rebours de la dynastie Saoud qui donne, à ses yeux, une mauvaise image de l'islam. Ça n'empêchera pas le Qatar de soutenir des prêcheurs radicaux, de financer des groupuscules terroristes en Syrie, comme Al-Nosra, une émanation d'Al-Qaida. Double discours, double jeu dont Besancenot n'a jamais été dupe. Il mettra cartes sur table. « Nous avons eu des discussions franches sur le sujet, confie le diplomate. Les Qataris ont le sens des opportunités sans toujours le recul.

Hamad disait : “Il faut se débarrasser du tyran Assad. La bourgeoisie locale prendra le pouvoir.” Je lui répondais : “Regardez ce qu'il s'est passé en France avec l'avènement de la Terreur : chaque révolution porte aussi ses monstres. Vous jouez avec le feu.” » Dans le même temps, l'émir ouvre grand sa porte aux Américains qui s'installent au sud de Doha, dans leur centre de commandement d'Al-Oudeid, à l'endroit même proposé à la France en 1991 pour planter une base militaire. Besancenot se rend sur l'immense site américain, l'occasion, quelque temps plus tard, d'un autre dialogue avec le souverain.

«Ne pensez-vous pas que vous êtes en train d'installer un ogre dans la région ?

- Rassurez-vous, nous avons le moyen de tout contrôler.
- Permettez-moi d'en douter, votre altesse. Finalement, pourquoi tenez-vous encore à une coopération militaire avec la France ?



« Le Qatar est, avec l'Arabie saoudite, le seul pays à ne pas respecter la liberté de culte. C'est très mauvais pour votre image, et très mauvais pour les affaires. »

BERTRAND BESANCENOT

– Les Américains n'agissent qu'en fonction de leurs intérêts. Ils ont besoin de notre pétrole. Le jour où on ne leur sera plus utiles, ils partiront. Avec vous les Français, c'est différent ; je vois la manière dont vous vous comportez en

Afrique... »

L'émir et le diplomate discutent fréquemment, à Doha, au palais ou sur la terrasse de sa villa, au nord de la capitale. Parfois, ils se retrouvent aussi à Paris, comme ce jour de mars 2003, lors de l'enterrement du magnat Jean-Luc Lagardère. Sa veuve, Betty, les a réunis avec leurs femmes, la cheikha Moza et Maud Besancenot. « Vous nous parlez tout le temps de l'amitié franco-qatarie, ose l'ambassadeur. Je vous croirai tout à fait le jour où vous donnerez un fils à Saint-Cyr. » Hamad Al-Thani, qui a envoyé ses premiers garçons à Sandhurst, la célèbre académie militaire anglaise où il a lui même étudié, est surpris. Puis l'idée surgit : pourquoi ne pas confier à la France son fils Joaan, « ce cheval échappé qui ne respecte rien ». « L'armée lui apprendra peut-être la discipline... », souffle-t-il. Les parents qataris insistent : pas de privilège s'il enfreint les règles. Un jour, la cheikha Moza appelle Besancenot : elle veut savoir si l'Aïd est une fête nationale en France. Non, alors pourquoi son fils bullet-il à Doha depuis quinze jours ? « Faites-le rapatrier immédiatement », ordonne son altesse. C'est elle le cerveau, la poigne, la femme d'affaires qui pilote aussi l'éducation au Qatar, avec un tropisme pour les universités américaines, au grand dam de l'ambassadeur qui peine à pousser les écoles françaises. Quelques mois plus tard, le prince rebelle est arrêté sur l'autoroute, à 210 km/h, sans permis, au volant de sa Ferrari. Il est loin de Saint-Cyr, au commissariat de Blois. « Alors Joaan, on est en taule ? » le taquine l'ambassadeur. Heureusement, sa sœur, Mayassa, est plus sage. Francophone comme tous les enfants Al-Thani, elle vient en stage à Paris, chez Lagardère, hébergée par les Villepin, et passe des vacances en Vendée, dans la propriété des Besancenot.

La diplomatie devient une affaire de famille. Les Al-Thani reçoivent l'ambassadeur de France et son épouse au mariage de leur fils, Tamim, et aussi sur leur yacht,

le *Constellation*, au large de Cannes, ou dans les terres, sur la terrasse de leur domaine de Mouans-Sartoux. Marie-Doha fête ses 20 ans au palais royal du Qatar. « Bertrand Besancenot a su créer des liens uniques », reconnaît, intrigué, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay. Tout plaît aux souverains du Golfe : son professionnalisme, sa maîtrise de l'arabe, son humour, ses convictions de monarchiste, « attaché à la démocratie », précise-t-il toujours avec malice. Et sa foi catholique ne pose aucun problème, bien au contraire. En terre wahhabite, rien n'est plus inacceptable qu'un homme qui ne croit en rien. « Hamad et moi discutions beaucoup de religion, confesse l'ambassadeur. Je lui disais: "Vous êtes le seul pays, avec l'Arabie saoudite, à ne pas respecter la liberté de culte. C'est très mauvais pour votre image et très mauvais pour les affaires." » Il convainc ainsi l'émir de recevoir l'évêque d'Abou Dhabi. « Vous vous faites mener en bateau », marmonne en chemin le dignitaire catholique, venu sans apparat. Hamad Al-Thani ressort ravi de l'entretien : « La prochaine fois, vous viendrez avec la ceinture rouge et le crucifix. » Feu vert pour la construction d'une église, financée par des dons, où les catholiques français se recueillent désormais avec les ouvriers philippins. Pour ce miracle, Benoît XVI décorera Bertrand Besancenot de la grand-croix de l'ordre de saint Grégoire. Mais l'émir est embarrassé; désormais les Britanniques réclament un temple, puis les témoins de Jéhovah s'y mettent. « Les catholiques et les protestants, c'est comme chez vous, les sunnites et les chiites », lui explique Besancenot, qui suggère un « *compound* » (un quartier sécurisé) réservé aux chrétiens. Le Qatari accepte, désireux de montrer son ouverture, loin de l'intégrisme saoudien.



« *La femme est la plus belle création de Dieu. Et vous, vous cachez son visage.* »

— *BERTRAND BESANCENOT DEVANT UNE ASSEMBLÉE DE RELIGIEUX SAOUDIENS*

Coup de sang contre Sarkozy

Une abaya noire. Voici le cadeau de la cheikha Moza à Maud Besancenot, pour affronter l'Arabie saoudite, où son mari est nommé à l'été 2007. « Vous en aurez besoin là-bas », ironise la souveraine du Qatar. On est le 14 juillet. À Paris, les Al-Thani reçoivent les Besancenot dans leur penthouse penché sur les Tuilleries, la veille de leur départ pour Riyad. Déjeuner chaleureux, promesse de se revoir, l'ambassadeur reviendra chaque année à Doha. En attendant, l'élection de Nicolas Sarkozy réjouit le clan Al-Thani. Open bar pour les investissements qataris en France, du PSG à Veolia, de Vinci à Accor, immobilier de luxe avec fiscalité avantageuse. Cela vaut bien de soutenir sans compter ce président, pour financer la libération des infirmières bulgares ou la guerre en Libye. Il se murmure même que l'émirat a payé le divorce de Sarkozy. Besancenot n'écoute pas les rumeurs, trop content de se tenir loin des liaisons dangereuses, pendant que ses successeurs à Doha en bavent. L'un d'eux s'est même vu gratifier par Sarkozy d'un « pousse-toi, connard », en public. « Avec le Qatar, les liens ont parfois été un peu passionnels, élude

habilement Besancenot. Avec les Saoudiens, la relation est plus sereine, plus mature. »

Au cœur de l'été 2007, l'ambassadeur de France se présente au palais royal de Riyad avec ses lettres de créance. « Nous espérons que vous ne nous regardez pas avec des yeux de Qatars », lui lancent plusieurs ministres du roi Abdallah. Sourire du diplomate : « Les Qatars sont des amis. Mais on n'est pas toujours d'accord avec ses amis. » Il l'apprend vite : les Saoudiens ne tolèrent pas la moindre allusion au Qatar, deux millions d'habitants, dont trois quarts d'étrangers, un moustique comparé au royaume de La Mecque et ses 32 millions de croyants. « Ils n'ont jamais été colonisés par un État occidental, rappelle le diplomate. Et dans leur esprit, l'unité du pays s'est faite seulement à deux époques : du temps de Mahomet et sous les Saoud, qui règnent depuis le

XVIII^e siècle et sont à l'origine du prodigieux développement économique des années 1970. Ne l'oubliez jamais : ils marchent sur ces deux jambes.» Besancenot voyage d'est en ouest, perçoit les subtilités de la société tribale, le poids de ces grandes familles, comme les Ben Laden, riches à milliards. Dans sa feuille de route, il y a des paquets de contrats à finaliser, dans le domaine de l'énergie, des transports, de la défense, de la modernisation de la flotte saoudienne à ce TGV a priori sur les rails qui échappera au dernier moment à Alstom. L'ambassadeur s'active, il faut profiter du relâchement des liens avec les États-gravées à son nom, envisage la venue de son chanteur favori, Charles Aznavour, à Riyad (mais les 500 000 euros demandés ne rentraient pas dans le budget de l'ambassade) et pourquoi pas les chevaux de la Garde républicaine.

Il en faut des attentions, car la politique de Sarkozy déroute parfois. À l'été 2008, le vieux roi pique un coup de sang en apprenant la visite de Bachar Al-Assad à Paris, le 14 juillet, sur une suggestion du Qatar. Scandaleux, le dirigeant syrien

est soupçonné d'avoir commandité l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri. Abdallah fait porter une missive indignée à Sarkozy. Qui fulmine. « Grâce à Bertrand Besancenot, les choses se sont calmées, confie l'ancien secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, alors missionné auprès du roi. Notre ambassadeur avait la confiance totale des Saoudiens. » Il faut slalomer entre les envoyés spéciaux de la Sarkozie, le sulfureux intermédiaire Alexandre Djouhri qu'il s'efforce de tenir à l'écart, Dominique de Villepin qu'on le charge d'introduire auprès du roi en 2011. « En démocratie, vous avez beaucoup de choses surprenantes », s'étonne-t-on au palais, qui cette fois ne donne pas suite.

Besancenot escorte au cœur du pouvoir saoudien les grands patrons, les ministres comme Hervé Morin, ou Christine Lagarde, très appréciée du roi. Avec Bernard Kouchner, c'est plus rude. Le ministre des affaires étrangères se présente en jean, sans cravate, pas rasé. Dans Unis, ces alliés désormais plus distants avec Obama. Il se rapproche du ministre du commerce, des affaires étrangères, du tout-puissant vizir Khaled Touijri, alors directeur du cabinet du roi. Abdallah reçoit Besancenot dans ses palais, à Riyad, ou dans le désert. Conversation en arabe, parfois sans interprète. On parle business, sécurité, diplomatie. L'ambassadeur de France a le sens du geste ; il offre au monarque des boules de pétanque la Mercedes saoudienne blindée qui le conduit au palais, il éructe : « Ce mec, qu'est-ce qu'il se paie comme baraque... Et dire qu'on critique Omar Bongo ! » L'ambassadeur avale sa salive, désigne d'un doigt fébrile les micros cachés dans l'habitacle. Devant le roi, Kouchner multiplie les faux pas, donneur de leçons sur la situation en Irak. Et il recommence le soir, lors d'un dîner en faveur de femmes de la haute société saoudienne. À peine si le « *french doctor* » ne les traite pas d'arriérées : « Vous êtes professeur d'université et on vous empêche de conduire. Comment acceptez-vous ça ? » Une dame lui répond que l'autorisation d'un homme appelé « mahram » (une sorte de tuteur qui peut être le mari, un frère,

un oncle) est nécessaire pour tout : sortir, travailler, convoler. « Qu'est-ce qu'ils sont cons, ces musulmans », soupire Kouchner sur le trajet du retour.

Les temps changent avec l'arrivée de François Hollande en 2012. Laurent Fabius est plus subtil et les relations avec le nouveau président sont bonnes. Le roi apprécie son humour. Besancenot aussi : « Vous vous en fichez de ce que je vous dis, hein, puisque vous êtes royaliste », lui glisse Hollande un jour en roulant vers l'aéroport de Riyad. Le chef de l'État mesure à chaque visite combien cet ambassadeur est aimé. Les Saoudiens ne veulent pas le laisser partir. « Tant que je serai vivant, vous resterez, a juré le vieil Abdallah en tapotant sur la main de Besancenot. Vous êtes notre meilleur ambassadeur en France. » Le roi a notamment apprécié l'intervention du diplomate en 2011 devant l'Assemblée nationale. Il l'assurait alors : il n'y aurait pas de printemps arabe en Arabie saoudite. Certains avaient à ce moment-là soupçonné Besancenot de souffrir « du syndrome de Stockholm ». Mais il maintenait ses positions, pas de soulèvement en vue dans un royaume où tout est sous contrôle, avec une classe moyenne aisée, peu de pauvres, pas d'opposition. Au même moment, en Égypte, en Tunisie, les Qataris soufflaient sur les braises en poussant les Frères musulmans à prendre le pouvoir.

Le roi Abdallah est reconnaissant. En 2013, il promet 2,5 milliards d'euros pour l'achat de matériel militaire français à destination du Liban. (Les armes ne seront finalement pas livrées à Beyrouth, désormais jugée sous emprise de Téhéran.) Les autorités du royaume ont confiance en Besancenot, elles ferment les yeux sur les messes du jeudi à la résidence, les fêtes organisées par Maud, défilés de mode caritatifs et autres soirées à thème – vendanges, Caraïbes... – avec cocktails et vins fins. Un jour, l'ambassadeur reçoit une lettre de menace : « Sale porc, je t'ai vu dans ta voiture derrière ton drapeau. Je n'avais pas de couteau mais la prochaine fois... »

Sa 607 blindée croise parfois des yeux vengeurs, mais il préfère les ignorer. Et quand la tension monte, notamment après la loi sur la burqa ou l'affaire des caricatures de *Charlie Hebdo*, le diplomate va au charbon. Il multiplie les rencontres. Le voici un soir à dîner devant une assemblée de barbus en dishdashas. Souvenirs d'explications cocasses sur le concept de laïcité. Il n'a rien oublié : « Je leur ai dit sur tous les tons : "Il faut que vous respectiez notre liberté chez nous, comme nous respectons vos lois dans votre pays." » Regards noirs et dialogue de sourds. Avant de partir, le diplomate tente de détendre l'atmosphère : « Au fond, nous sommes tous croyants, mais nous n'aimons pas Dieu de la même façon. Regardez, on est d'accord : Dieu a tout créé. » Accord autour de la table. « La femme est bien sa plus belle création, poursuit-il. Nouvel acquiescement. Et vous, vous cachez son visage. » Enfin, quelques sourires percent sous les barbes : « You have the point ! »



SON AMI LE ROI Bertrand Besancenot aux Invalides avec des dignitaires saoudiens lors d'une visite officielle du prince héritier en septembre 2014.

La trahison de Hollande

Dieu, encore et toujours. C'est aussi un sujet avec le roi Abdallah. Besancenot ne l'a pas convaincu d'ouvrir une église, mais au moins peut-il faire venir, en catimini, quelques prêtres. Au crépuscule de sa vie, le roi malade s'est confié : « Beaucoup de gens s'interrogent sur le sens à donner à la vie avec le consumérisme, tout ce que la mondialisation offre, ça ne suffit pas. Nous, les politiques, comme les religieux avons un rôle à jouer. J'apprécie les gens qui, comme vous, pensent qu'il y a quelque chose au-delà. » Abdallah meurt fin janvier 2015 et son demi-frère, Salman, 79 ans, prend sa place. Il manifeste aussitôt sa volonté de garder l'ambassadeur de France, qu'il a connu quand il était gouverneur de Riyad. Besancenot lui a présenté nombre de politiques et de dirigeants. Discrètement, il lui a aussi adressé quelques ardoises de Saoudiens partis sans payer celles d'un palace ou d'une luxueuse boutique en France. «Pour l'image de la maison Saoud... » a maintes fois plaidé Besancenot dans ses courriers. Le jeune prince, MBS, alors chef de la maison royale, a toujours réglé sans commentaires. Il tenait ainsi la liste des mauvais sujets, consignait des preuves dont il se servirait plus tard. L'héritier prend du galon. Début 2015, il reçoit Besancenot pour lui annoncer que le roi entend investir une cinquantaine de milliards dans des projets français. Champagne au Quai d'Orsay. Dans la foulée, François Hollande est convié, début mai 2015, à participer au conseil de coopération du Golfe en tant qu'invité d'honneur. Une première pour un Occidental. Devant tout le monde, le roi Salman demande à Hollande que Besancenot mette en œuvre le plan d'investissements. Lui qui comptait enfin partir comme ambassadeur de France au Saint-Siège... Il accepte la mission à condition de pouvoir rester en Arabie saoudite jusqu'à sa retraite. Hollande le lui promet. Le ciel est clair, Besancenot encourage alors MBS et son père à passer des

vacances dans leur propriété de Vallauris, où ils n'ont pas mis les pieds depuis dix ans. Ce serait un beau signe d'amitié.



COUP DE MAIN Bertrand Besancenot et le ministre saoudien de l'intérieur Mohammed Ben Sayef à l'Élysée, pour une rencontre avec François Hollande en 2013.

En juillet 2015, le roi d'Arabie saoudite, vexé, quitte Vallauris avec sa cour. « Les Saoudiens ont parfois du mal à nous comprendre », souffle Besancenot.

Couper l'antenne d'Al-Jazeera

En juillet 2015, le roi débarque ainsi avec sa cour de mille personnes, prêtes à dépenser des millions d'euros chaque jour. Les commerçants se réjouissent, mais la polémique enfle dans la presse : la petite plage en contrebas de la villa royale a été fermée aux vacanciers et il se dit que Salman aurait protesté contre la présence d'une policière. Besancenot s'emploie à dégonfler l'affaire, suggère à Hollande de passer un coup de fil d'apaisement aux Saoudiens. Mais ça ne sert à rien. Le roi, vexé, s'en va. « Les Saoudiens ont parfois du mal à nous comprendre », souffle l'ambassadeur. Lui aussi est humilié. À l'automne 2016, il apprend par hasard la nomination de son remplaçant. C'est fini, il doit quitter le royaume saoudien. Hollande n'a pas tenu promesse.

« Que vaut-il, ce Macron ? » lui demande-t-on depuis Doha et Riyad durant la campagne présidentielle. MBS a pris quelques informations auprès de Jacques Attali, cet habitué du royaume qu'il côtoie depuis des années. Tous les princes du Golfe s'interrogent : le candidat En marche! a promis qu'il n'aurait « aucune complaisance » à leur égard, laissant entendre qu'il reviendrait sur les conventions fiscales. Besancenot connaît peu Macron à qui il a seulement présenté quelques investisseurs saoudiens, à l'époque de Bercy. Lui, il fait campagne pour Fillon, planche sur le programme diplomatique tandis que Marie-Doha, sa fille devenue normalienne, œuvre sur les discours. Chacun ses opinions. À l'époque, les Saoudiens ne sont pas contre un deuxième mandat de Hollande. Les Al-Thani, eux, ont souffert sous son quinquennat, s'estimant victimes d'un « Qatar bashing » exclusivement français qu'ils tentent encore de comprendre. Quelle ingratitudo après tous ces millions dépensés, notamment dans les Rafale et autres bâtiments historiques vendus par le Quai

d'Orsay. En vérité, les Qataris paient leur proximité avec Sarkozy. Pourtant, jusqu'au bout, ils ont espéré son retour. « Le seul véritable homme d'État », disaient-ils.

Les Qataris ont fait les mauvais choix, même en Amérique où ils ont financé la campagne de Hillary Clinton. Donald Trump n'oublie rien : depuis son élection, il soutient sans réserve l'Arabie saoudite, partenaire historique, y compris pour ses propres affaires (plusieurs princes ont notamment investi dans la tour Trump). Le jeune MBS lui plaît avec son style direct, sa haine de l'Iran, son goût du business. Déjà 380 millions de dollars (300 millions d'euros) de contrats raflés en mai lors d'un premier voyage à Riyad. À ce prix-là, pas de quartier pour le Qatar. En juin, sur Twitter, Trump accuse l'émirat de soutenir « l'extrémisme religieux au plus haut niveau ». Et tant pis si le pays abrite toujours la plus grande base militaire américaine du Golfe. Il met de l'huile sur le feu, légitimant en quelque sorte le blocus. Sa levée est conditionnée à une liste de mesures intenables, comme la fermeture d'Al-Jazeera. Les Qataris, furieux, s'arment jusqu'aux dents et se rapprochent de la Turquie et de l'Iran. Le Koweït, désigné comme médiateur, demande de l'aide à la France. Et Besancenot est appelé par Macron pour démêler ces fils inextricables. Il retrouve ainsi son vieil ami Hamad, et Tamim, ce fils jadis peu porté sur la politique et devenu héros national. En face, le jeune MBS, décidé lui aussi à entrer dans l'histoire. Et Trump qui a osé démettre en un tweet son secrétaire d'État Rex Tillerson, seul partisan d'une ligne sage dans la crise. Il faut garder la foi.

Entre deux tournées dans la péninsule arabique, Besancenot s'est rendu à Washington en février. Il voulait s'assurer que l'administration américaine soutiendrait réellement les efforts de paix. C'est décidé, Macron entend jouer un rôle dans la poudrière du Golfe. Besancenot l'y prépare en coulisses. « Nul n'est besoin d'espérer pour entreprendre », dit-il. Pas mécontent de servir enfin un président qui a tout

d'un monarque.

DROIT DE RÉPONSE

Nous avons reçu de Jean-Pierre Mounet, de l'association **Interstices**, le courrier suivant : « Dans son n° 54 de février 2018, *Vanity Fair* a publié un article consacré à Edwy Plenel, en mettant en cause l'association Interstices dont je suis le coprésident. Je tiens à préciser que notre association n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec la mouvance des Frères musulmans. Pour nous, il est infondé et invraisemblable que M. El Korchi, traducteur en arabe du livre d'Edwy Plenel *Pour les musulmans*, appartienne à ce mouvement. Comme cela est indiqué sur notre site asso-interstices.fr, nous sommes une association laïque et citoyenne opposée à tous les extrémismes et dont les objectifs statutaires et les activités sont axés sur l'interculturalité, le renforcement des liens franco-marocains et la lutte contre les discriminations, notamment de genre. Je suis profondément choqué que cette association que je copréside soit assimilée à un mouvement considéré comme très loin de la tolérance et des valeurs républicaines et laïques qui nous portent. »

Nous maintenons l'intégralité de nos informations sur les liens entre M. El Korchi et le Qatar. – SOPHIE DES DÉSERTS

VANITY FAIL

Dans la page « table d'addiction » du même numéro, nous avons interverti par erreur les **chaussures** Roger Vivier et Nicholas Kirkwood, attribué une sandale Clergerie (la marque) à Robert Clergerie (son créateur) tandis que le soulier (fermé) Giorgio Armani n'était clairement pas un escarpin (ouvert) d'Orsay (dépourvu d'ailes de quartier).

Guerre économique : entretien avec Pierre Conesa sur le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite



Ancien haut fonctionnaire de la Défense, directeur général de la CEIS de 2005 à 2011, auteur et spécialiste du Moyen-Orient, Pierre CONESA a accepté de répondre aux questions du Portail de l'IE au sujet de la guerre économique entre le Qatar et l'Arabie Saoudite. La situation exposée dans cet entretien démontre que la guerre économique est une forme de conflictualité de plus en plus préférée à l'affrontement militaire. Surtout, elle confirme que les entreprises internationales sont les plus susceptibles d'être les

premières victimes de ces conflits.

PIE : Lors de la mise en place de l'embargo, l'année dernière, des pays de la péninsule contre le Qatar, vous aviez alerté sur le fait que cette décision puisse se transformer en guerre économique globale susceptible d'affecter les entreprises françaises. Quelle est votre analyse 6 mois après le début de la crise ?

Pierre CONESA : La brutalité du déclenchement de cet embargo avec, en particulier, l'extension complète aux interdictions de survol aérien, de fermeture des frontières, etc., avait évidemment de quoi inquiéter une certain nombre d'entreprises qui avaient des intérêts des deux côtés, aussi bien aux Émirats Arabes Unis et Arabie Saoudite d'un côté, que du Qatar de l'autre. Suite à cela, j'ai été mandaté par des entreprises françaises pour aller voir comment se posaient les problématiques sur place et éventuellement alerter les autorités politiques françaises. Effectivement cela avait quelque chose d'assez surprenant étant donné qu'on n'avait pas l'impression qu'il s'agissait d'une crise grave comme l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler. En effet, ce n'est pas une crise qui a pris place sur des enjeux militaires pour beaucoup de raisons : d'abord il y a la base américaine au Qatar et cela complique déjà beaucoup les choses, ensuite parce qu'il y avait vraiment pas matière à faire la guerre. Le risque de nature économique car la caractéristique de la région est qu'il y a très peu de commerce entre pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) : un investisseur est obligé de prendre un partenaire local qui soit propriétaire capitaliste majeur. Or un Qatari n'acceptera pas le sponsoring d'un Saoudien et réciproquement. Donc évidemment, il n'a pas de raison qu'un des citoyens d'un de ces États aille commercer dans un autre État du golfe puisque cela le mettrait dans des situations humiliantes sur le plan honorifique et commercial. Ces gens n'ont rien à s'exporter mutuellement. Comme le risque de pression économique était très élevé, la crainte de prise en otage des entreprises

étrangères était entièrement fondée. Il était évidemment moins facile de faire pression sur les entreprises américaines ou chinoises, alors il restait les entreprises européennes qui pouvaient être fragilisées voire prises en otage dans ce scénario de crise.

PIE : Ce scénario s'est-il finalement produit ?

Pierre CONESA : Au début, il y a eu une alerte sur une grande banque d'affaire européenne qui a fait l'objet de pressions de la part de l'Arabie Saoudite pour qu'elle retire ses intérêts au Qatar. Ensuite, je n'ai pas entendu parler d'autres affaires de cette nature. Il semble que beaucoup de gouvernements occidentaux, et en particulier le gouvernement français, ont fait comprendre qu'il n'était pas question que des entreprises françaises soient prises en otage et que la France ne prendrait pas position sur le conflit.

PIE : La France a donc affirmé et même imposé, sa position de neutralité dans cette affaire ?

Pierre CONESA : Oui, je pense que le Président, dans des entretiens directs, a dû le faire savoir assez clairement. C'était une manière d'anticiper sur les idées qu'auraient pu avoir en tête l'un ou l'autre des pays-membres du CCG. Ce qui fait qu'on est dans une situation de blocage complet. Rien n'a changé. La caractéristique économique de cet embargo est intimement liée à la situation économique et géographique des parties prenantes. Les Emirats sont un des pays les plus concernés par cet embargo. En effet, toute la réexportation des produits étrangers européens, américains, etc... vers Qatar passait par Dubaï. Mais à cause des interdictions, la perte était donc considérable pour les Emirats dont le port de Dubaï ne pouvait plus faire son travail de réexportation. De même l'Arabie Saoudite ne pouvait plus exporter ses produits agricoles frais, vous pensez bien qu'immédiatement les Turcs, les Iraniens, les Français, tout le monde s'est précipité au Qatar, dont il faut rappeler que c'est un des pays les plus

riches de la planète en pib/habitant, pour le fournir en tout ce que ses habitants désiraient. L'embargo n'est pas un embargo international, il ne concernait que l'Arabie Saoudite, Bahreïn, l'Egypte et les Emirats Arabes Unis qui interdisaient les moyens qatariens. Donc tous les pays qui n'y participaient pas se sont précipités pour vendre leurs produits au Qatar par exemple, les avions français n'était pas interdits de survol du territoire saoudien.**PIE** : Est-ce que la situation des acteurs concernés a évolué, au niveau leurs positionnements et dans les répercussions de l'embargo sur leurs économies et leurs systèmes politiques.

Pierre CONESA : Je ne l'ai pas remarqué. Lorsque j'y étais les supermarchés étaient pleins et le gouvernement Qatari était en train de construire un hangar de 250 000 m² car il avait déjà fait face à un embargo en 2013 et comme ça recommençait en 2017, il ne voulait plus se retrouver paralysé. On peut aussi mentionner la base turque construite au Qatar suite à un accord justement signé en 2014, peu de temps après le premier embargo. La Turquie se promettait d'envoyer 3 000 hommes sur sa base au Qatar. Ce partenariat renforcé de défense avec la Turquie fait aussi partie de la stratégie de défense du Qatar. À cet égard il faut rappeler une des 13 conditions posées à Qatar pour la levée de ce blocus était la fermeture de cette base, ce que Qatar n'a pas fait.

PIE : Ainsi, d'après vous, la situation n'est pas prête d'évoluer ?

Pierre CONESA : Non, parce que ce que sont des pays qui ne vivent pas de l'exportation (hors hydrocarbures), au contraire leur niveau de vie est assuré par l'importation. Donc si vous n'êtes pas fournisseur de l'un vers l'autre, le blocage diplomatique n'est pas sans issue : l'Arabie Saoudite aura toujours des gens qui viendront lui vendre ce dont elle a besoin, le Qatar pareil et les Emirats pareil. Dans un espace comme l'Union Européenne où la France est le premier client de l'Allemagne et l'Allemagne le premier client de la France,

c'est sûr que s'il y avait un blocus entre l'un et l'autre les conséquences sur leurs industries seraient énormes. Mais là, comme il y a peu de commerce entre eux, ces attaques diplomatiques sont très limitées. En réalité, le paradoxe est qu'il y avait beaucoup de Saoudiens qui allaient passer des vacances à Qatar parce que l'ambiance y est beaucoup plus détendue qu'en Arabie Saoudite. Donc c'est ironique mais ce sont plutôt les Saoudiens qui sont sanctionnés par cette décision.

PIE : On a pu lire que le Qatar essayait de faire évoluer sa situation pour être préparé et plus résilient face à ce genre de crise. Peut-on comparer cela au comportement de la Russie lorsque celle-ci a voulu avoir une économie plus indépendante et plus diversifiée suite aux sanctions occidentales qui ont découlées de la crise en Ukraine ?

Pierre CONESA : C'est vrai, cependant le défi économique n'est pas de la même nature dans un micro-pays comme le Qatar et dans un pays comme la Russie. Alors qu'en Russie, il faut créer du travail sur place. Au Qatar ce sont surtout des travailleurs immigrés qui travaillent sur place tandis que les Qatars font du commerce. Que le pays ait tenté d'être plus préparé ou d'empêcher ce genre de scénario de se reproduire, oui ! Cela c'est notamment fait à travers des accords à long terme avec un certain nombre de fournisseurs et avec une politique plus indépendante vis-à-vis du cadre des accords commerciaux entre membres du CCG. Aussi, il est vrai que le Qatar cherche à avoir sa propre logique, aussi bien vis-à-vis des pays occidentaux, que des pays alentours.